

Pour être sûr de recevoir tous nos courriels, [inscrivez-vous à cette Newsletter](#) (périodicité trimestrielle).
Si ce mail ne s'affiche pas correctement, [suivez ce lien](#).

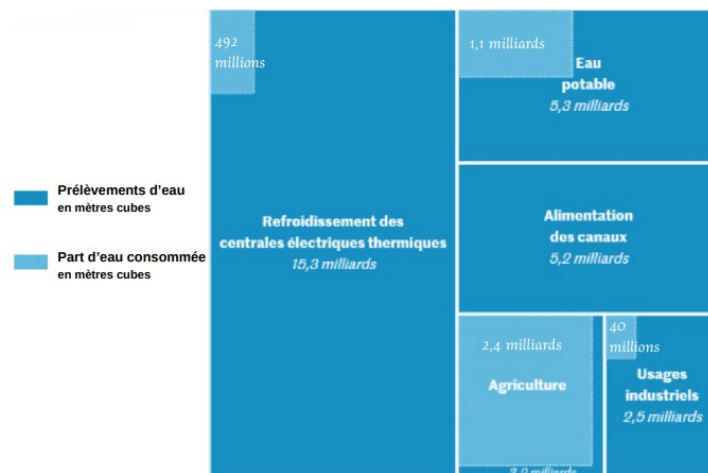


Lettre d'actualités sur l'économie de l'eau

Janvier à Avril 2023

Sommaire

- [Dépenses pour l'eau et les milieux aquatiques](#)
- [Tarification de l'eau](#)
- [L'eau et les usages](#)
- [Valeurs de l'environnement](#)
- [Analyse économique et décision](#)



L'eau et les usages - Source : Le monde

DEPENSES POUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES

[Actualité] L'agence de l'eau se mobilise contre la hausse des coûts en augmentant ses possibilités d'avances remboursables et ses plafonds de subventions | Agence de l'Eau Artois-Picardie

Les nouveaux mécanismes pour aider les porteurs des projets financés par l'agence de l'eau Artois-Picardie à faire face à la hausse des coûts en proposant une hausse des coûts plafond et des taux d'avance de l'agence de l'eau.

www.eau-artois-picardie.fr

[Actualité] L'agence de l'eau Rhin-Meuse s'engage aux côtés des bailleurs sociaux du Grand Est - Environnement Magazine

L'agence de l'eau et l'Union régionale HLM Grand Est ont signé un partenariat le 2 février visant à accélérer la transition écologique et le développement durable des espaces urbanisés grâce à la désimperméabilisation des sols, la végétalisation et la création d'îlots de fraîcheur, tout en adoptant une gestion plus sobre de l'eau.

www.environnement-magazine.fr

[Billet-Blog] Conférence sur l'eau : Action contre la Faim appelle à un meilleur financement du secteur et un meilleur mécanisme de gouvernance internationale

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU DE MARS 2023. Action contre la Faim appelle les gouvernements à mettre en place des mesures pour une meilleure collaboration internationale sur les enjeux de l'eau et un meilleur financement du secteur en particulier dans sa réponse humanitaire.

Malgré le titre, la question du financement n'est que très peu évoquée. Des mesures nécessaires sont présentées mais sans chiffrage.

www.actioncontrelafaim.org

[Article de presse] Montpellier : la facture s'annonce plus salée pour les gros consommateurs d'eau

Face à la sécheresse, la métropole montpelliéraine a fait le choix d'appliquer une tarification différenciée pour lutter contre le gaspillage. L'objectif de la métropole est de forcer les gros consommateurs d'eau à "réduire le gaspillage".

Le mécanisme de tarification progressive est présenté dans cet article.

www.lepoint.fr



[Acte administratif] Question n°4675 - Assemblée nationale

Le programme 380 Fonds d'accélération de la transition écologique dit « Fonds vert » est détaillé

questions.assemblee-nationale.fr

[Actualité] Comité de bassin Artois-Picardie et séance extraordinaire du conseil d'administration de l'agence de l'eau pour le plan eau et les priorités pour les trois années à venir | Agence de l'Eau Artois-Picardie

Pour le fonds vert, plus de 7,5 millions € de crédits sont confiés par le préfet de la région Hauts-de-France à l'Agence de l'eau pour soutenir les opérations concourant à la stratégie nationale biodiversité 2030. En partenariat avec les services de l'État, l'Agence de l'eau est en charge de l'instruction du dispositif d'aide.

www.eau-artois-picardie.fr

TARIFICATION DE L'EAU

[Article de presse] Mantes: relance de l'action | Coordination EAU Île-de-France

Suite à sa dénonciation des hausses exorbitantes sur la facture d'eau, l'Association pour le Retour de l'Eau en Régie Publique –Val de Seine (AREP-VS) a été reçue par le nouveau délégataire, la SEFO. Compte-rendu sommaire de cette entrevue. Reproduction d'un article du Courrier de Mantes.

eau-iledefrance.fr

[Article] Eau potable : le syndic doit désormais vous informer sur le prix et la qualité

Depuis décembre 2022, les syndicats de copropriétés ainsi que les bailleurs doivent transmettre certaines informations concernant l'eau du robinet aux habitants.

actu.fr

[Article de presse] « Face au dérèglement climatique, l'eau est plus que jamais un bien commun précieux » - RCL

Pour lutter contre la raréfaction de l'eau, Hervé Paul, vice-président de la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) en charge du cycle de l'eau et maire de Saint-Martin-du-Var, plaide pour plus de sobriété des usages, pour une meilleure sensibilisation aux enjeux de l'eau auprès de tous les usagers et pour plus d'équité dans la tarification de la ressource. Il appelle également à améliorer la performance des ouvrages des services d'eau et en particulier réduire les fuites et les volumes d'eau utilisés. Rencontre avec notre invité.

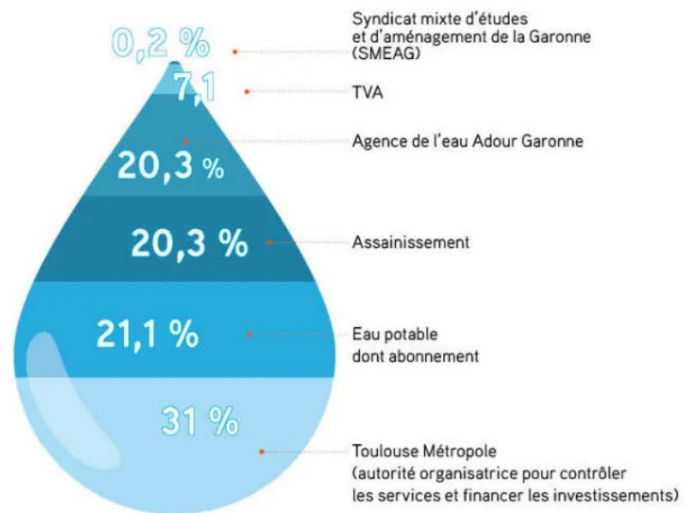
collectiviteslocales.fr

[Article] Inflation : le prix de l'eau augmente au compte-gouttes à Toulouse

Après le gaz et l'électricité, c'est au tour de l'eau de voir son prix augmenter. Sur les factures des habitants de la métropole de Toulouse, une hausse de 9.15% est constatée par des usagers.

france3-regions.francetvinfo.fr

RÉPARTITION DU PRIX DE L'EAU



Prix en euros TTC pour 120 m³ au 1/01/2023 et révisable au 1/01 de chaque année

[Article] Inflation : le prix de l'eau augmente au compte-gouttes à Toulouse

Après le gaz et l'électricité, c'est au tour de l'eau de voir son prix augmenter. Sur les factures des habitants de la métropole de Toulouse, une hausse de 9.15% est constatée par des usagers.

france3-regions.francetvinfo.fr

[Article de presse] Finances. Eau potable : Bourg-Saint-Maurice adopte une tarification progressive

Le conseil municipal a voté à l'unanimité l'adoption d'une tarification progressive sur l'eau potable, afin de préserver la ressource en eau.

À partir du 1er mai 2023, une nouvelle tarification de l'eau potable sera en vigueur à Bourg-Saint-Maurice. Elle est divisée en trois tranches : la première (de 0 à 80 m³ par an) à un tarif inférieur de 10 % au tarif actuel, la deuxième (de 81 à 800 m³ par an) au tarif actuel et la dernière (au-delà de 801 m³ par an) à un tarif supérieur au tarif actuel.

www.ledauphine.com

[Article de presse] Plan eau : les mesures pour nous inciter à réduire notre consommation

Pour réduire notre consommation d'eau, la tarification de l'eau va évoluer. Le président de la République l'a détaillé : « Les premiers mètres cubes seront facturés à un prix modeste, proche du prix coûtant, pour tout le monde » pour les usages domestiques essentiels de l'eau (douche, eau potable, vaisselle...).

Au-delà d'une certaine consommation, pour les usages dits « de confort », le prix du mètre cube sera plus élevé.

Une façon d'inciter à mieux gérer notre propre consommation d'eau. Les seuils pratiqués ne sont pas encore connus.

actu.fr

[Article de presse] « Plan eau » : vers une hausse de la facture pour les consommateurs

Les moyens supplémentaires alloués aux agences de l'eau dans le grand « plan eau » annoncé jeudi par Emmanuel Macron ne proviendront pas de crédits supplémentaires mais d'une hausse des redevances.

www.lesechos.fr

[Acte administratif] Question n°5058 - Assemblée nationale

L'État a mis en place diverses mesures pour limiter la hausse du prix de l'eau. Ce soutien s'adresse tout d'abord aux collectivités compétentes en matière de distribution de l'eau et d'assainissement. En effet, les régies des eaux et d'assainissement bénéficient pleinement des mesures de soutien qui s'appliquent aux collectivités territoriales et de leurs groupements face à la hausse des prix de l'énergie. Ces divers dispositifs permettent de limiter la hausse du prix de l'eau, pour les particuliers comme les entreprises.

questions.assemblee-nationale.fr

[Article de presse] Le prix de l'eau décuplé pour alimenter le Fonds bleu

Depuis 2010, les entreprises qui prélèvent l'or bleu du Québec, pour embouteillage ou non, doivent payer des redevances totales d'environ 3 millions de dollars par année. « On la donne, notre eau », a déploré le ministre Charette, jeudi, après avoir présenté son nouveau texte législatif au Salon bleu.

Plus tôt cette année, l'élu caquiste s'était engagé à rehausser « significativement » ces tarifs. Chose promise, chose due. En plus de son projet de loi, M. Charette prépare un nouveau règlement pour augmenter la valeur des redevances de 900 %.

« Pour les utilisateurs qui utilisent l'eau sans la capter », le taux par million de litres passe de 2,50 \$ à 35 \$. « Ceux qui captent en partie cette eau-là » voient leur facture par million de litres grimper de 70 \$ à 150 \$. Les embouteilleurs, eux, voient cette redevance monter jusqu'à 500 \$ le million de litres.

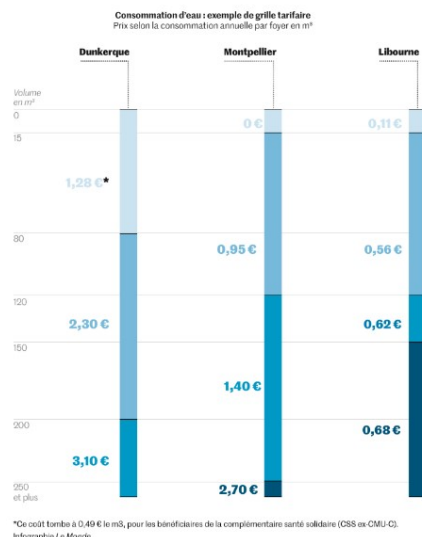
www.ledevoir.com

[Article de presse] Comment fonctionne la tarification progressive de l'eau, déjà expérimentée à Dunkerque, Montpellier et Libourne ?

Distinguant les usages de nécessité et ceux relevant de la commodité, les trois communes, parmi d'autres villes, tentent d'inciter à la sobriété. Un système qu'Emmanuel Macron veut généraliser.

Le détail de la tarification est donné.

www.lemonde.fr



[Actes de conférence] Cycle Eau-Energie - L'énergie au service de l'eau: focus sur les coûts énergétiques des services publics d'eau et d'assainissement

La crise énergétique que nous vivons depuis la reprise des activités post-COVID, compliquée par les tensions politiques en Europe de l'Est, a un impact important sur les industriels très consommateurs d'énergie, dont les services publics d'eau et d'assainissement qui doivent fonctionner 24h/24. Dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau, de recherche d'autonomie énergétique et de réflexion globale sur le prix attribué à l'eau : → Quelle est aujourd'hui la part des coûts énergétiques dans le prix de revient d'1 m³ d'eau traité, en potabilisation ou en épuration ? → Quelles mesures de sobriété énergétique les collectivités peuvent-elles mettre en place ? → Comment maintenir l'équilibre économique de ces services essentiels, avec quelles répercussions sur le consommateur ? → Quelles solutions s'offrent aux collectivités pour garantir leur autonomie énergétique et s'affranchir d'éventuels délestages électriques ? Intervenants : Danielle MAMETZ, Vice-Présidente de la FNCCR, Vice-Présidente du SIDEN-SIAN et ses Régies Noréade Frédéric PRONCHERY, Vice-Président d'AMORCE, délégué à l'eau et à l'économie circulaire Aurélie COLAS, Déléguée générale de la FP2E Animation : Bernard BARRAQUE, directeur de recherche émérite au CNRS Avec la participation de Thierry BURLLOT, Président du Comité de bassin Loire-Bretagne et du Cercle Français de l'Eau

www.cerclefrancaisdeleau.fr

[Article de presse] Plan eau : qu'est-ce que la "tarification sociale" de l'eau que le gouvernement souhaite généraliser ?

La tarification progressive de l'eau prévoit que les premiers mètres cubes, correspondant aux usages domestiques et quotidiens, soient facturés à un prix modique. Au-delà, l'eau sera plus chère.

www.francetvinfo.fr

L'EAU ET LES USAGES

[Article scientifique] Face à la pénurie d'eau dans le Marais poitevin : dispositifs de gestion et trajectoire conflictuelle de réserves de substitution pour l'irrigation agricole

Cet article analyse la façon dont se structure, en ces temps de contestation de l'agriculture conventionnelle et de l'aménagement vertical, une façon particulière de gouverner la pénurie d'eau pour l'irrigation agricole dans le Marais poitevin. De l'analyse de l'élaboration de dispositifs de gestion à l'aménagement de réserves de substitution, il s'agit de comprendre comment l'action publique, hésitant entre gestion de la pénurie d'eau par diminution de son prélèvement et maintien d'une représentation de l'abondance saisonnière par le recours aux réserves, se transforme et s'adapte – avec plus ou moins de succès, aux contestations contemporaines. Dans un premier temps est exposée la façon dont est cadrée la gestion de l'eau par l'élaboration de dispositifs. Puis, dans un second temps, sont analysées les trajectoires de deux projets d'aménagement de réserves de substitution et leurs facteurs de différenciation en matière de conflictualité.

www.nss-journal.org

[Article de presse] Magazine H2o | Repenser les usages de l'eau et les systèmes agricoles

Dans un contexte de changements climatiques accélérés, et malgré les conséquences environnementales, sociales et économiques de la sécheresse qui a touché la France et l'Europe en 2022, aborder ce type d'événement selon une approche globale ne semble toujours pas être placé au rang des priorités pour 2023.

www.h2o.net

[Article de presse] Sécheresse : « La réutilisation des eaux usées ne peut pas résoudre à elle seule le problème »

Dans une tribune au « Monde », Julie Mendret, chercheuse en traitement de l'eau, explique les difficultés à dépasser pour mettre en place ce système vertueux, mais insuffisant, qu'est la réutilisation des eaux usées.

www.lemonde.fr

[Actualité] Quelle gestion durable pour l'eau face au changement climatique ? Le CESE débute son travail | Le Conseil économique social et environnemental

La sixième limite planétaire vient d'être dépassée. Elle concerne l'eau douce « verte », c'est-à-dire le cycle évapotranspiration/précipitations en lien avec l'humidité des sols et la végétation.

Bien commun indispensable à la biodiversité, à la vie des êtres humains et à celle des écosystèmes, l'eau est au coeur de nombreuses actualités en 2022. Stress hydrique voire sécheresses, inondations dues au dérèglement climatique ne sont plus des phénomènes lointains de la France.

Les tensions se multiplient et sont relevées dans les nombreux rapports et indicateurs nationaux qui dressent un constat alarmant de l'état ainsi que de l'évolution de la biodiversité dans le monde et en France.

Ayant un rôle central dans la régulation climatique, l'eau est également essentielle au fonctionnement de nombreux secteurs économiques, dont l'agriculture et l'énergie.

www.lecese.fr

[Billet-Blog] Conférence sur l'eau : Action contre la Faim appelle à un meilleur financement du secteur et un meilleur mécanisme de gouvernance internationale

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR L'EAU DE MARS 2023. Action contre la Faim appelle les gouvernements à mettre en place des mesures pour une meilleure collaboration internationale sur les enjeux de l'eau et un meilleur financement du secteur en particulier dans sa réponse humanitaire.

Malgré le titre, la question du financement n'est que très peu évoquée. Des mesures nécessaires sont présentées mais sans chiffrage

www.actioncontrelafaim.org

[Article de presse] Quelles quantités d'eau sont prélevées et consommées par la population, les usines et l'agriculture ?

En France, il a plu 510 milliards de mètres cubes (m³) par an en moyenne entre 1990 et 2018, avec des variations annuelles comprises entre 400 milliards et 600 milliards de m³, selon les données de la Fédération professionnelle des entreprises de l'eau (FP2E). Un peu plus de 60 % de ce volume repart naturellement dans l'atmosphère en s'évaporant ; le reste se transforme en « pluies utiles », qui vont alimenter les cours d'eau, s'infiltrer dans les sols et alimenter les nappes phréatiques et les sols pour hydrater les végétaux.

www.lemonde.fr

VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT

[Article] Paiements pour services environnementaux : quelques exemples agricoles

Nitrates et pesticides sont devenus la bête noire des distributeurs d'eau potable. Pour protéger la qualité de la ressource, les régies comme les agences de l'eau développent des politiques incitatives auprès des agriculteurs. Avec les nouveaux paiements pour services environnementaux (PSE), les dispositifs de contractualisation évoluent.

www.terre-net.fr

[Article de presse] « Face au dérèglement climatique, l'eau est plus que jamais un bien commun précieux »

Pour lutter contre la raréfaction de l'eau, Hervé Paul, vice-président de la FNCCR (Fédération nationale des collectivités concédantes et régies) en charge du cycle de l'eau et maire de Saint-Martin-du-Var, plaide pour plus de sobriété des usages, pour une meilleure sensibilisation aux enjeux de l'eau auprès de tous les usagers et pour plus d'équité dans la tarification de la ressource. Il appelle également à améliorer la performance des ouvrages des services d'eau et en particulier réduire les fuites et les volumes d'eau utilisés. Rencontre avec notre invité.

collectiviteslocales.fr

[Article scientifique] Les crises de l'eau en milieu urbain sont dues à la consommation non durable des élites | Nature Sustainability / Urban water crises driven by elites' unsustainable consumption | Nature Sustainability

Au cours des deux dernières décennies, plus de 80 villes métropolitaines dans le monde ont été confrontées à de graves pénuries d'eau dues à des sécheresses et à une utilisation non durable de l'eau.

Fig. 1: Global water crises.



The locations of some of the direct urban water crises over the past two decades, as reported from several media outlets^{70,71,72,73,74,75,76,77,78,79,80,81,82,83,84,85,86,87,88,89} (see also Supplementary Table 1 for additional details). Figure created with Matlab R2022b (ref. 90).

Les projections futures sont encore plus alarmantes, car les crises de l'eau en milieu urbain devraient s'aggraver et toucher plus durement les personnes socialement, économiquement et politiquement défavorisées. Nous montrons ici comment les inégalités sociales entre différents groupes ou individus jouent un rôle majeur dans la production et la manifestation de ces crises. Plus précisément, en raison d'inégalités socio-économiques criantes, les élites urbaines sont en mesure de surconsommer de l'eau tout en excluant les populations moins privilégiées de l'accès de base. Grâce à une approche interdisciplinaire, nous modélisons l'utilisation inégale de l'eau domestique dans les espaces urbains et estimons les tendances de la consommation d'eau pour différents groupes sociaux. La zone métropolitaine très inégale du Cap sert de cas d'école pour illustrer comment l'utilisation non durable de l'eau par l'élite peut exacerber les crises de l'eau en milieu urbain, au moins autant que le changement climatique ou la croissance démographique.

Over the past two decades, more than 80 metropolitan cities across the world have faced severe water shortages due to droughts and unsustainable water use. Future projections are even more alarming, since urban water crises are expected to escalate and most heavily affect those who are socially, economically and politically disadvantaged. Here we show how social inequalities across different groups or individuals play a major role in the production and manifestation of such crises. Specifically, due to stark socioeconomic inequalities, urban elites are able to overconsume water while excluding less-privileged populations from basic access. Through an interdisciplinary approach, we model the uneven domestic water use across urban spaces and estimate water consumption trends for different social groups. The highly unequal metropolitan area of Cape Town serves as a case in point to illustrate how unsustainable water use by the elite can exacerbate urban water crises at least as much as climate change or population growth.

www.nature.com

[Article de presse] **Les crises de l'eau liées à sa surconsommation par les élites, démontre une étude**

Ces vingt dernières années, plus de 80 métropoles ont dû faire face à une crise de l'eau dans le monde. On peut citer des exemples bien connus comme Le Cap mais aussi des villes européennes, à l'instar de Londres, Rome, Barcelone ou encore Istanbul. Bien sûr, le climat joue un rôle primordial dans ces moments de tension, mais il n'est pas le seul facteur. Ce 10 avril, une étude publiée dans Nature pointe un autre élément: la "consommation non durable des élites". Il s'avère ainsi que l'utilisation inégale de l'eau domestique a un impact non négligeable sur les grandes zones urbaines, les plus riches étant épargnés alors que les plus pauvres paient les pots cassés.

www.moustique.be

ANALYSE ECONOMIQUE ET DECISION

[Article scientifique] **Chapitre 9. Gouvernance de l'eau et développement durable, une comparaison Nord-Sud**

L'eau est assurément une source de vie non substituable. Ce don de la nature est multifonctionnel et multidimensionnel : (i) une dimension économique : bien économique, coût de gestion, source d'énergie, facteur de production... (ii) une dimension environnementale : renouvellement, pollution... (iii) une dimension sociale : bien commun à la nation, bien commun à l'humanité, bien public mondial... (iv) une dimension religieuse : dans toutes les religions, au Coran « وجعلنا من الماء كل شيء حي » qui signifie que l'eau est à la base de tout être vivant (hommes, animaux, plantes...). (v) une dimension géographique : l'eau est liée aux autres ressources naturelles (sol, forêt, biodiversité, etc.), elle est locale, régionale, nationale et internationale...

www.cairn.info

[Article de presse] **La Métropole de Lille veut faire baisser la consommation d'eau de 10%**

La Métropole européenne de Lille a renouvelé vendredi la concession de la distribution de l'eau dans 66 de ses communes à Véolia, qui s'est engagé à réduire de 10% de la consommation d'eau, a annoncé la collectivité.

Les entreprises grandes consommatrices d'eau pourront bénéficier de conseils pour réduire leur consommation, tandis que le recours aux eaux "brutes" (eaux usées traitées, eaux pluviales...) sera développé, par exemple pour des opérations de nettoyage.

Si Véolia consomme plus d'eau que les volumes prévus par le contrat, l'entreprise "sera soumise à un malus financier", le prix auquel elle achète l'eau à la régie de production étant multiplié par plus de deux.

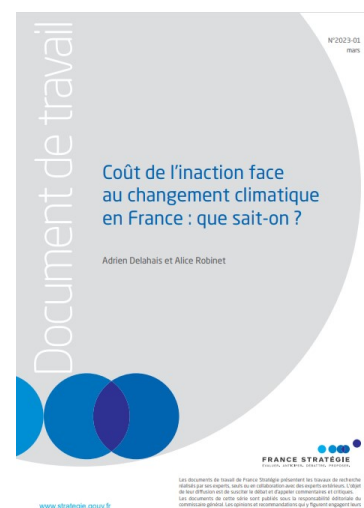
www.linfordurable.fr

[Rapport] **Coût de l'inaction face au changement climatique en France : que sait-on ?**

Que sait-on des coûts engendrés par le changement climatique à l'échelle nationale ? L'évaluation qualitative et quantitative des risques climatiques en France s'est considérablement enrichie depuis la dernière vision synthétique présentée par l'Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique en 2009.

Malgré le titre, le document reste du domaine de l'évaluation des risques climatiques. Il semble que l'on n'ait encore quantifié ce coût

www.strategie.gouv.fr



[Actualité] **Plan eau : éviter la tentation de la recentralisation et définir un modèle économique, financier et écologique efficace**

Pour l'AMF, le financement de la politique de l'eau ne saurait continuer de reposer entièrement sur les services d'eau et donc les ménages qui contribuent déjà à hauteur de 85 % au budget des agences. Un rééquilibrage des contributions et un élargissement des contributeurs est nécessaire afin de tendre davantage vers une logique pollueur-payeur permettant de faire face aux enjeux nouveaux qui s'imposent à la gestion de l'eau et en particulier ceux liés à sa rareté et à la multiplication des pollutions diffuses.

www.amf.asso.fr



Conformément à la réglementation en vigueur, vous disposez d'un droit d'opposition, d'accès, de portabilité, de rectification ou de suppression des données qui vous concernent. Ces droits peuvent être exercés en contactant le Délégué à la Protection des Données de l'OiEau par voie électronique à l'adresse suivante : dpo@oieau.fr. Si vous souhaitez vous désabonner, merci de cliquer sur le lien : "Se désabonner".

In accordance with the regulations in force, you have a right of opposition, access, portability, rectification or deletion of data concerning you. These rights can be exercised by contacting the IOWater Data Protection Delegate electronically at the following address: dpo@oieau.fr. If you wish to unsubscribe, please click on the link: "Unsubscribe".

De acuerdo con las regulaciones vigentes, usted tiene el derecho de oposición, acceso, portabilidad, rectificación o eliminación de los datos que lo conciernen. Estos derechos se pueden ejercer contactando electrónicamente al Delegado de Protección de Datos de la OI Agua en la siguiente dirección: dpo@oieau.fr. Si desea darse de baja, haga clic en el enlace "Cancelar suscripción".

Ce message est envoyé à par OiEau

[Mettre à jour votre profil](#) | [Se désabonner](#) | [Engagements de confidentialité](#)